



Règlement de la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité / Master of Law (MLaw) in Criminology and Security¹

Entrée en vigueur le 17 septembre 2024

Chapitre premier : Dispositions générales

Article 1er Objet du règlement

- 1 Le présent règlement régit la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité / Master of Law (MLaw) in Criminology and Security de l'École des sciences criminelles (ci-après : ESC) de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique (ci-après : la Faculté) de l'Université de Lausanne.
- 2 Le plan d'études précise notamment :
 - le détail de la structure du cursus d'étude,
 - l'intitulé des enseignements,
 - le nombre de crédits ECTS correspondant à chaque enseignement,
 - les modalités d'évaluation des enseignements.

Article 2 Cadre d'application

- 1 Les dispositions de la Loi sur l'Université de Lausanne (ci-après : LUL), du Règlement d'application du 18 décembre 2013 de la loi sur l'Université de Lausanne (ci-après : RLUL), du Règlement général des études relatif aux cursus de Bachelor (Baccalauréat universitaire) et de Master (Maîtrise universitaire) (ci-après : RGE), des Directives de la Direction, du Règlement de la Faculté et du Règlement général de l'ESC sont réservées.
- 2 Pour le surplus, la Direction de l'ESC est compétente pour régler les situations qui ne sont pas expressément prévues par le présent règlement.

Article 3 Gestion et coordination

- 1 Le cursus d'études est placé sous la responsabilité de la Direction de l'ESC, qui peut déléguer certaines tâches à un répondant de cursus.
- 2 Le répondant de cursus a notamment les tâches suivantes :
 - coordonner le plan d'études du cursus ;
 - veiller à la qualité scientifique et à la reconnaissance de la formation ;
 - veiller au bon déroulement du cursus ;
 - assumer la promotion générale du cursus ;
 - participer, en collaboration avec les instances compétentes aux questions liées à l'admission des candidats, à l'octroi des équivalences et à la mobilité ;
 - participer à la démarche d'évaluation du cursus.

¹ Dans l'ensemble du présent règlement, les titres et les fonctions désignent indifféremment des hommes et des femmes



Article 4 Objectifs de la formation

- ¹ La Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité / Master of Law (MLaw) in Criminology and Security a pour objectif de permettre aux étudiants de :
 - acquérir et de développer une vision pluri- et transdisciplinaire des phénomènes déviants et criminels, de leurs acteurs (auteurs, victimes et intervenants) et des réactions sociales à ces phénomènes ;
 - approfondir et compléter les connaissances méthodologiques, tant quantitatives que qualitatives, acquises au niveau du Baccalauréat universitaire.
- ² La formation doit plus particulièrement permettre aux étudiants de :
 - intégrer des connaissances issues à la fois des sciences sociales et humaines (notamment la sociologie, la psychologie, le droit et les sciences politiques), et des sciences naturelles (notamment la science forensique, et la statistique) ;
 - développer une vision transversale et un esprit critique sur les enjeux contemporains entourant le crime et l'insécurité ;
 - approfondir les questions liées à la chaîne pénale (police, justice, prison et probation) ;
 - développer des habiletés de réflexion et de travail individuels et collectifs par le biais de recherches scientifiques, travaux appliqués et mises en situation ;
 - acquérir des savoirs et des connaissances académiques spécifiques tels que la communication, l'analyse et la synthèse, la conduite d'une recherche, l'apprentissage et la transmission de connaissance, l'autonomie et la formation de jugement dans le domaine de spécialisation et dans des domaines connexes.

Chapitre II : Admission et immatriculation

Article 5 Conditions d'admission

- ¹ Sont admis à la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité / Master of Law (MLaw) in Criminology and Security, les candidats qui remplissent les conditions d'immatriculation et d'inscription en master à l'Université de Lausanne et qui sont titulaires d'un Baccalauréat universitaire / Bachelor :
 - ès Sciences (BSc) rattaché à au moins une branche d'études (swissuniversities) « science forensique », « économie politique », « finance », « gestion d'entreprise », « informatique de gestion » ou « psychologie » ;
 - ou en Droit (BLaw) rattaché à la branche d'études (swissuniversities) « droit » ;
 - ou of Arts (BA) rattaché à au moins une des branches d'études (swissuniversities) « sciences politiques », « anthropologie sociale et culturelle/ethnologie » ou « Sociologie » ;
 - ou en Médecine (BMéd) rattaché à la branche d'études (swissuniversities) « médecine humaine ».
- ² Les candidats au bénéfice d'un autre baccalauréat universitaire, ou d'un titre jugé équivalent, conformément à l'art. 83 RLUL, et sous réserve de l'examen de leur dossier par la Commission d'admission et des équivalences (art. 29 du Règlement de l'ESC), peuvent être admis avec un éventuel programme de mise à niveau. Si le programme de mise à niveau n'excède pas 30 crédits ECTS, il est effectué au début du cursus de Maîtrise universitaire (mise à niveau intégrée). S'il est composé de 31 à 60 crédits ECTS, il est effectué dans un programme de mise à niveau préalable, dont la réussite permet l'admission au cursus de Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité.
- ⁴ Sous réserve de l'art. 78a, al. 3 RLUL, l'étudiant en échec définitif à une autre Maîtrise universitaire de l'ESC ne peut pas s'inscrire à la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité.

Article 6 Procédure d'admission

- ¹ Les candidats déposent leur candidature, dans les délais impartis, auprès du Service des immatriculations et inscriptions (SII) de l'Université de Lausanne.
- ² Après examen des conditions administratives, le SII se prononce sur l'admissibilité formelle de chaque candidat et transmet, si celle-ci est établie, sa décision à la Direction de l'ESC.

- 3 La Direction de l'ESC statue directement sur les dossiers de candidature répondant aux conditions de l'article 5 alinéa 1 ci-dessus et transmet les autres dossiers de candidature à la Commission d'admission et des équivalences pour préavis.
- 4 Après examen des dossiers, la Commission d'admission et des équivalences préavise, à l'attention de la Direction de l'ESC, sur l'admissibilité des candidats à la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité et sur les éventuels compléments d'études requis, conformément à l'article 5 alinéa 2 ci-dessus.
- 5 La Direction de l'ESC adresse au candidat une décision d'acceptation ou de refus d'admission à la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité avec, le cas échéant, l'indication des conditions supplémentaires qui lui sont imposées, ainsi que des voies et délais de recours. En cas d'acceptation, la Direction précise la durée de la validité de la décision. Copie de la décision est adressée au SII pour suite à donner au dossier.

Chapitre III : Equivalences et mobilité

Article 7 Équivalences

- 1 Au moment de l'admission à la Maîtrise universitaire, au plus tard 3 semaines après le début du cursus, l'étudiant peut adresser une demande d'équivalences écrite avec pièces justificatives à l'intention de la Commission d'admission et des équivalences.
- 2 Il n'est pas accordé d'équivalence pour les enseignements à option du plan d'études, sauf situation exceptionnelle motivée par écrit à la Commission d'admission et des équivalences.
- 3 En cas d'obtention d'équivalences, les crédits ECTS liés aux enseignements que l'étudiant n'a pas à suivre lui sont automatiquement reconnus. Les éventuelles notes obtenues lors d'études antérieures n'entrent pas dans le calcul de la moyenne.
- 4 La Commission d'admission et des équivalences statue sur les équivalences pouvant être accordées en cas de changement de cursus en cours d'étude.
- 5 Le nombre total de crédits ECTS qui peuvent être acquis par équivalences dans le cadre de la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité est limité à 12 ECTS.

Article 8 Mobilité

- 1 La Commission d'admission et des équivalences règle les questions liées aux étudiants poursuivant temporairement leurs études dans le cadre d'un programme de mobilité dans une autre université, suisse ou étrangère, conformément aux accords en vigueur conclus avec d'autres établissements.
- 2 Le nombre total de crédits ECTS qui peuvent être acquis lors d'un séjour en mobilité dans le cadre de la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité est limité à 30 ECTS.

Chapitre IV : Organisation des études

Article 9 Durée des études

- 1 La Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité est une formation à plein temps d'une durée normale de 4 semestres valant 120 crédits ECTS. Sa durée maximale est de six semestres, sauf dérogation accordée par la Direction de l'ESC en cas de force majeure ou pour de justes motifs pour un maximum de 2 semestres supplémentaires (art. 4 RGE).
- ^{1bis} La Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité peut être suivie à temps partiel selon la procédure et les délais décrits dans la Directive 3.12 de la Direction de l'UNIL sur les bachelors et masters à temps partiel (50%). Le cursus d'un étudiant inscrit à temps partiel est le même que celui d'un étudiant inscrit à temps plein. L'organisation et les délais d'études sont cependant aménagés. Conformément à l'art. 4 RGE, la durée normale des études à temps partiel est de 8 semestres ; la durée maximale, sauf dérogation accordée par la Direction de l'ESC en cas de force majeure ou pour de justes motifs, est de 10 semestres.
- 2 La Direction de l'ESC peut accorder un congé d'au maximum 2 semestres à l'étudiant qui en fait la demande écrite et dûment motivée (art. 92 à 96 RLUL). En cas de congé restreint, le ou les semestres de

congé sont comptabilisés dans la durée des études; en cas de congé complet, le ou les semestres de congé ne sont pas comptabilisés dans la durée des études.

- ³ L'étudiant qui n'a pas terminé son cursus dans les délais impartis conformément au présent article subit un échec définitif à la Maîtrise universitaire.

Article 10 Structure des études

¹ Le cursus de Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité correspond à 120 crédits ECTS: 102 crédits relèvent de l'enseignement et 18 crédits sont attribués au mémoire.

² Le cursus est structuré en 5 modules :

- Module 1 : Préparatoire (15 ECTS).
- Module 2 : Méthodes et outils d'analyse (30 ECTS).
- Module 3 : Criminalité, auteurs et victimes (27 ECTS)
- Module 4 : Sécurité, justice et prison (30 ECTS)
- Module 5 : Séminaire et Mémoire (18 ECTS)

Article 11 Changement de cursus au sein de l'ESC

¹ En cas de changement de cursus au sein de l'ESC, les modules et enseignements qui sont communs à l'ancien et au nouveau cursus n'ont pas besoin d'être suivis à nouveau par l'étudiant si les crédits ont déjà été obtenus.

² Si le changement de cursus au sein de l'ESC est consécutif à un échec simple, l'étudiant se présente aux évaluations du nouveau cursus et, en cas de nouvel échec, a droit à une seconde tentative y compris pour celles pour lesquelles il a obtenu un échec simple ou définitif au cursus précédent.

³ Sous réserve de l'art. 78a al 3 RLUL, l'étudiant en situation d'échec définitif au cursus ne peut plus se réinscrire à une autre Maîtrise universitaire au sein de l'ESC.

Article 12 Mémoire

¹ Le mémoire de Master est le résultat d'un travail personnel, conduit selon des principes scientifiques sous la supervision d'un directeur.

² En principe, le directeur du mémoire est un enseignant de l'ESC ou de la Faculté. Toutefois, le directeur du mémoire peut être, avec l'accord de la Direction de l'ESC, une personne titulaire d'un doctorat au bénéfice d'un contrat à l'ESC, un professeur d'une autre faculté de l'Université de Lausanne, d'une autre université, ou d'une Haute Ecole partenaire. En ce cas, un enseignant de l'ESC est nommé expert interne au mémoire.

³ Pour se voir attribuer un sujet de séminaire et de mémoire, l'étudiant doit avoir réussi le module 2 méthodes et outils d'analyse. Le séminaire constitué de la présentation du plan de recherche donne lieu à une validation qui, en cas de réussite, donne droit à 3 ECTS.

⁴ Le mémoire est évalué sur la base d'une version écrite et d'une défense de mémoire par le directeur de mémoire et par un expert selon l'art.44 RGE.

⁵ Le mémoire est réussi une fois que les 18 ECTS du module sont acquis conformément aux conditions de réussite prévues à l'art. 18 al. 2.

⁶ Le mémoire peut être codirigé ; il y a dans ce cas un directeur de mémoire et un codirecteur. La nomination d'un expert est alors facultative.

⁷ La Directive de la Direction de l'ESC relative au dépôt de mémoire précise les modalités et les procédures.

Article 12 bis Stage et mémoire de stage

¹ Un stage professionnel peut être réalisé chez un partenaire de l'ESC. Le stage doit être en relation avec le mémoire de Master.

² L'étudiant clarifie avec le directeur de mémoire et, le cas échéant, avec le responsable de stage les modalités de réalisation et de suivi du stage et du mémoire de stage.

Chapitre V : Évaluations et conditions de réussite

Article 13 Session d'examens

- 1 Les examens des enseignements du semestre d'automne sont organisés à la session d'hiver, les examens des enseignements du semestre de printemps ou annuels sont organisés à la session d'été (art. 17 RGE). Pour les examens des enseignements organisés par d'autres écoles ou facultés qui figurent au plan d'études, les règles de ces dernières s'appliquent. Seuls les examens de seconde tentative sont organisés à la session de rattrapage d'automne.
- 2 Des validations, au sens de l'art. 21 RGE, peuvent prendre place durant les périodes de cours selon un programme défini par l'enseignant en début de semestre ou en début d'enseignement en cas de cours bloc. Dans ce cas, l'ensemble des étudiants concernés est interrogé.
- 3 Le mémoire fait l'objet d'une présentation et d'une évaluation qui peut avoir lieu en dehors des sessions d'examens (art 19 RGE).

Article 14 Inscriptions aux évaluations et retraits

- 1 L'inscription et la désinscription aux évaluations s'effectuent en ligne de manière manuelle et obligatoire au sens de l'art. 25 RGE, dans les délais fixés par Direction de l'ESC sur la base des périodes d'inscription définies par la Direction de l'Université.
- 2 Passé les délais fixés et prévus à l'alinéa 1, le retrait est assimilé à un échec, sauf justes motifs ou en cas de force majeure. L'annonce d'un retrait doit être communiquée avant le début de l'examen concerné, sous réserve de cas exceptionnels. Les pièces justificatives attestant des justes motifs ou de la force majeure doivent parvenir à la Direction de l'ESC dans les trois jours suivant l'événement, sauf empêchement majeur dûment attesté par un document écrit officiel. La Commission des examens et de recours statue sur la requête.
- 3 En cas de retrait accepté, les résultats des évaluations présentées restent dans tous les cas acquis.
- 4 L'étudiant qui ne se présente pas à une évaluation se voit attribuer un 0 (zéro).

Article 15 Évaluations

- 1 Chaque enseignement fait l'objet d'une ou plusieurs évaluations. Celles-ci peuvent prendre la forme d'un examen écrit ou oral et/ou de validation(s) (art. 21 RGE). Une seule évaluation peut concerner plusieurs enseignements (évaluation intégrative).
- 2 Les modalités d'évaluation sont définies dans le Plan d'études et sont expliquées en détail par l'enseignant aux étudiants en début de semestre.
- 3 Les évaluations portent sur le contenu des enseignements dispensés durant le dernier semestre écoulé et selon les modalités définies par l'enseignant au début de ce semestre. Les cas de forces majeures sont réservés.
- 4 Lorsque l'évaluation d'un enseignement est composée, en première tentative, d'une pondération entre un examen et une ou plusieurs validations, l'enseignant propose, en cas de droit à une seconde tentative, lors de la session de rattrapage d'automne, un examen unique de type intégratif. Cet examen de type intégratif évalue des compétences similaires à celles évaluées en première tentative et représente 100% de la note en seconde tentative. Si l'étudiant choisit de refaire sa seconde tentative durant la même année, il se présente à la session de rattrapage et est soumis à cet examen unique de type intégratif. Si l'étudiant choisit de redoubler, il suit à nouveau le ou les enseignements et se présente à l'ensemble des évaluations correspondantes.
- 5 Les résultats des examens sont notifiés aux étudiants par la Direction de l'ESC.

Article 16 Nombre de tentatives aux évaluations

- 1 Le nombre de tentatives à chaque évaluation est limité à deux.
- 2 Seule une évaluation échouée peut être présentée une seconde fois, sous réserve de l'art. 41 du RGE. Demeurent réservées les conditions de l'examen intégratif prévues à l'art. 15 al. 4.

- ³ Lorsqu'il y a deux tentatives, chaque note est enregistrée dans le dossier académique de l'étudiant ; mais seule la meilleure note entre dans le calcul de la moyenne.

Article 17 Échelle des notes, appréciations et moyenne

- ¹ Tout examen est apprécié par une note de 1 à 6 (6 étant la meilleure note).
- ² Toute validation est appréciée par une note de 1 à 6, ou donne lieu à une appréciation de type « acquis » vs « non acquis ».
- ³ Les demi-points peuvent être utilisés.
- ⁴ Les moyennes se calculent conformément à l'art. 36 RGE et s'expriment au dixième.
- ⁵ Les notes acquises dans d'autres écoles ou facultés sont reprises telles quelles (art. 32 RGE)
- ⁶ Chaque note obtenue est utilisée pour le calcul de la moyenne arithmétique.
- ⁷ Un 0 (zéro) est attribué en cas d'absence injustifiée aux examens, de fraude, de tentative de fraude ou de plagiat. Le 0 (zéro) est « éliminatoire » dans le sens où elle ne peut en aucun cas contribuer à une moyenne (art. 32 RGE)

Article 18 Conditions de réussite des évaluations et des modules

- ¹ L'évaluation d'un enseignement isolé est réussie si la note est au moins égale à 4 ou si l'appréciation est « acquis ». Les crédits ECTS liés à cet enseignement sont alors attribués.
- ² Les crédits pour les enseignements validés de manière regroupée en modules sont attribués lorsque les conditions de réussite suivantes sont remplies :
- a) Pour le Module 1, cumulativement :
 - une moyenne pondérée par les crédits ECTS de 4,0 au minimum ;
 - la réussite des évaluations correspondant à 15 crédits ECTS. Si l'étudiant souhaite acquérir plus que 15 ECTS, il doit indiquer avant la session d'examens quels ECTS sont comptabilisés pour la réussite du module et lesquels figureront sur le supplément au diplôme au titre de crédits supplémentaires. Les crédits supplémentaires ne peuvent pas être transformés *a posteriori* en crédits comptabilisés pour le module. En cas de double échec à une évaluation, l'étudiant peut choisir un autre enseignement sous réserve du respect de la durée maximale des études prévue à l'article 9.
 - b) Pour le Module 2 : cumulativement :
 - une moyenne pondérée par les crédits ECTS de 4,0 au minimum ;
 - la réussite des évaluations correspondant à au moins 24 crédits ECTS sur les 30 crédits ECTS du module à présenter, l'étudiant étant tenu de se présenter à l'ensemble des évaluations du module
 - c) Pour le Module 3 :
 - une moyenne pondérée par les crédits ECTS de 4,0 au minimum ;
 - d) Pour le Module 4 : cumulativement :
 - une moyenne pondérée par les crédits ECTS de 4,0 au minimum ;
 - la réussite des évaluations correspondant à au moins 24 crédits ECTS sur les 30 crédits ECTS du module à présenter, l'étudiant étant tenu de se présenter à l'ensemble des évaluations du module
 - e) Pour le Module 5 : cumulativement :
 - l'obtention d'une appréciation « acquis » à la validation du séminaire de mémoire ;
 - l'obtention d'une note au moins égale à 4,0 au travail de mémoire.
- ³ En cas d'échec à un module, l'étudiant présente à nouveau les évaluations échouées ; les évaluations réussies restent acquises pour ce module. Demeurent réservées les conditions de l'examen intégratif prévues à l'art. 15 al. 4.
- ⁴ Un second échec à un module suite à la présentation en seconde tentative des évaluations qui le composent entraîne l'échec définitif à la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité.

Article 19 Conditions de réussite du cursus

- 1 Pour l'obtention du grade de Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité, la réussite de chacun des modules est nécessaire, sous réserve du respect de la durée maximale des études.
- 2 En cas d'échec, les crédits ECTS pour les modules réussis sont acquis.

Article 20 Intitulé du grade

- 1 Dès le moment où les conditions de réussite sont remplies, l'étudiant obtient le grade avec l'intitulé suivant :
Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité / Master of Law (MLaw) in Criminology and Security.

Article 21 Plagiat, fraude et tentative de fraude

- 1 L'enseignant responsable d'une évaluation qui soupçonne une fraude ou une tentative de fraude réunit les éléments pertinents et les transmet à la Direction de l'ESC ou au Décanat en cas de plagiat conformément à la Directive 3.15 *Traitement des cas de plagiat dans le cadre de l'enseignement*.
- 2 L'enseignant responsable d'une évaluation qui soupçonne un plagiat réunit les éléments pertinents et les transmet au Décanat conformément à la Directive 3.15 *Traitement des cas de plagiat dans le cadre de l'enseignement*.
- 3 En cas de fraude ou de tentative de fraude, la Direction de l'ESC — ou en cas de plagiat le Décanat — peut prononcer, selon la gravité de l'infraction :
 - l'attribution d'un 0 (zéro) à l'examen concerné ou l'appréciation « non acquis » à l'évaluation ;
 - l'attribution d'un 0 (zéro) ou l'appréciation « non acquis » à toutes les validations acquises durant le semestre et à tous les examens de la session
- 4 L'ouverture d'une procédure disciplinaire est par ailleurs réservée.
- 5 L'étudiant est soumis sans restriction au *Code de déontologie en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses* de l'Université de Lausanne (Directive de la Direction 0.3) et à la Directive 3.15 de la Direction de l'UNIL.

Article 22 Recours

- 1 Toute décision concernant les évaluations et les résultats d'examens des étudiants est susceptible de recours auprès de la Commission des examens et de recours de l'ESC dans les 30 jours auprès de la Commission des examens et de recours de l'ESC conformément aux dispositions de l'art. 45 du Règlement de l'ESC. Les autres décisions concernant les étudiants sont susceptibles d'un recours auprès de la Direction de l'UNIL dans les 10 jours. Les cas de plagiat demeurent réservés et traités selon la Directive 3.15 de la Direction sur le Traitement des cas de plagiat dans le cadre de l'enseignement.

Chapitre VI : Dispositions finales

Article 23 Entrée en vigueur et mesures transitoires

- 1 Le présent règlement entre en vigueur à la rentrée académique du 17 septembre 2024 et s'applique à tous les nouveaux étudiants
- 2 Les étudiants ayant commencé la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité entre la rentrée académique de septembre 2021 et celle de septembre 2023 comprises restent soumis au Règlement adopté le 13 juillet 2021.
- 2 Les étudiants ayant commencé la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité à la rentrée académique de septembre 2020 restent soumis au Règlement adopté le 23 juin 2020.
- 3 Les étudiants ayant commencé la Maîtrise universitaire en Droit en criminologie et sécurité au plus tard à la rentrée académique de septembre 2019 restent soumis au Règlement adopté le 24 avril 2018.